



CNARELA



Association Régionale des Enseignants  
de Langues Anciennes de l'académie de  
Bordeaux.

Bordeaux, le 18 juin 2012.

Sébastien Rajah,  
Yannick Cariou, co-présidents.  
Courriels : [sebastien.rajah@gmail.com](mailto:sebastien.rajah@gmail.com)  
[y.cariou.lc@gmail.com](mailto:y.cariou.lc@gmail.com)

A Monsieur Vincent Peillon,  
Ministre de l'Éducation Nationale.

Monsieur le Ministre,

Quelques semaines après l'élection d'un candidat à la présidence de la République qui a beaucoup insisté tout au long de sa campagne sur la priorité qu'il voulait donner à l'éducation, mais également sur l'importance qu'il accordait à la culture et aux valeurs humanistes qu'il convient de défendre dans un contexte mondialisé parfois hostile, et au lendemain d'une élection législative qui lui offre les moyens de ses ambitions, nous nous félicitons de voir les représentants de notre confédération nationale être reçus par vos services, et nous tenons à rappeler que nous partageons entièrement les interrogations transmises dans un courrier qui vous a été adressé le 20 mai 2012 par la Présidente de la Cnarela qui vous alertait sur la situation préoccupante de l'enseignement des langues anciennes dans l'ensemble des Académies.

Car si votre prédécesseur a bien voulu initier des Rencontres autour des Langues Anciennes, la situation au quotidien de l'enseignement du latin et du grec ne laisse pas de nous inquiéter, notamment dans notre Académie. Loin de tout passéisme dont on voudrait trop souvent les affubler, les enseignants des Langues et Cultures de l'Antiquité se sont depuis longtemps montrés innovants, par choix comme par obligation, tant dans leurs pratiques pédagogiques que dans leur utilisation des nouveaux outils qui leur sont proposés, des tableaux numériques aujourd'hui plus que familiers à beaucoup d'entre eux, aux vidéos, sites internet, blogs, et autres Facebook et Twitter...Malgré cette réalité, à laquelle il faut ajouter les excellents résultats de nos élèves aux examens comme aux concours auxquels ils participent, leur implication en dépit des difficultés qui leur sont parfois créées, tout comme l'engagement fécond de nos collègues dans la vie de leurs établissements et dans la promotion d'actions qui assurent à ceux-ci une grande visibilité, malgré cette réalité donc, nous ne pouvons que déplorer ce qui nous semble un abandon de plus en plus généralisé d'un enseignement riche et formateur de ce que nous considérons toujours comme « les humanités ».

Ainsi, rien n'est souvent fait pour permettre une scolarité normale aux élèves désireux de

choisir l'une ou l'autre de ces options : au nom de l'autonomie dévolue aux chefs d'établissements, nombre d'entre eux ne respectent pas les horaires légaux qui y sont affectés, rognant dessus quant ils n'imposent pas des regroupements allant à l'encontre de toute logique pédagogique, qui vont jusqu'à mettre ensemble des élèves de seconde, de première et de terminale, dont on peut se demander entre autres choses comment ils peuvent ainsi préparer sérieusement l'examen du baccalauréat. Et cela ne concerne que les élèves autorisés à suivre ces cursus... En effet, on voit se généraliser une pratique visant à dissuader les volontaires de choisir le latin en classe de cinquième, car même si l'on nous reproche parfois le faible nombre de ces volontaires, il semble paradoxalement insupportable à certains chefs d'établissements de devoir ouvrir plus d'une section. Il est de plus particulièrement étonnant de voir que ne sont pas orientés dans des lycées leur offrant cette possibilité des élèves entrant en seconde et désireux de poursuivre ou de commencer leur apprentissage de l'une des Langues et Cultures de l'Antiquité, voire des deux. Tout semble au contraire fait depuis la réforme du lycée pour supprimer ces sections, et décourager les éventuelles vocations.

Quand les cours ont lieu, mieux vaut que rien n'arrive au professeur en charge, car rien n'est alors prévu pour le remplacer, même si ce remplacement est prévisible de longue date : congé maternité, départ à la retraite en cours d'année etc. Au contraire, les postes de Lettres Classiques sont bien souvent transformés en postes de Lettres Modernes au moment des départs à la retraite, et l'absence de TZR sur l'Académie empêche toute flexibilité. Tout viendrait nous répond-on au quotidien de dotations horaires trop faibles... Si tel est vraiment le cas, ces horaires d'enseignement ne pourraient-ils pas dès lors être sanctuarisés par une institution dont nous espérons qu'elle systématiserait l'égalité républicaine et non qu'elle cautionne toutes les dérives auxquelles nous assistons ? Est-il véritablement acceptable que rien ne soit fait pour garantir le respect d'horaires et d'enseignements définis par des textes officiels dont nous avons peut-être le tort de croire qu'ils ont force de loi sur le territoire de la république ? Comment comprendre que tout semble avoir été fait pour que nos latinistes et nos hellénistes se tournent vers le secteur privé pour pouvoir suivre un enseignement convenable que l'on nous empêche dans un nombre croissant d'établissements de leur fournir ?

Nous voyons plutôt tous les efforts de nos autorités de tutelle tendre vers la promotion de sections européennes qui occupent toute leur attention et leurs moyens... Si officiellement rien n'interdit à un élève d'être en section européenne et de suivre une option de langue ancienne, nous avons énormément de retours de collègues dénonçant l'impossibilité qu'il y a chez eux à le faire, et les pressions pesant sur leurs meilleurs éléments pour qu'ils abandonnent latin ou grec au profit d'une section européenne.

La situation à l'Université ne peut donc que nous inquiéter, et le nombre d'étudiants préparant les concours de recrutement (4 à Bordeaux) semble un bon indicateur de ce que cette déconstruction systématique entraîne. Et comment ne pas s'affliger de la disparition du grec dans la plupart des établissements ? A l'heure où la complexité du monde les environnant ne cesse de croître, comment penser que la compréhension du monde et de la pensée grecque ne pourrait pas aider nos élèves et nos étudiants à avancer et à clarifier leurs idées ? Et que penser de ces générations à venir que plus rien ne reliera à leur passé et à leur culture latine et grecque, pour qui Socrate ne sera plus qu'un robot électronique et Virgile un héros d'une bande dessinée infantile ?

Il n'est pas sûr que l'une des initiatives que nous déplorons dans notre Académie et dans d'autres nous permettent d'aller dans le bon sens : on voit de plus en plus de professeurs de lettres modernes invités à remplacer leurs collègues de lettres classiques, et dispenser un enseignement pour lequel ils n'ont reçu aucune formation réelle, tant pédagogique que disciplinaire. On ne s'improvise pas enseignant de latin ou de grec, et cette négation de la spécificité de notre enseignement nous choque particulièrement. Ce ne sont pas une ou deux journées de formation sur

le tas qui peuvent remplacer plusieurs années d'études linguistiques et culturelles. Nous nous émouvons donc de ces initiatives et rappelons la nécessité qu'il y a à notre sens de garantir à tous les élèves la possibilité de choisir des options si utiles et nécessaires à leur formation de citoyens et d'adultes éclairés et responsables, dans les conditions optimales d'un enseignement délivré par des professeurs engagés et qualifiés.

C'est donc avec beaucoup d'attente et d'espoir, monsieur le Ministre, que nous envisageons cette réunion et vos premières décisions concernant l'avenir et le présent des Langues et Cultures de l'Antiquité.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre très haute considération.

Yannick Cariou

Sébastien Rajah